

Brochure n° 3055

Convention collective nationale

IDCC : 1014. – **SOCIÉTÉ D'AUTOROUTES**
(4^e édition. – Septembre 2003)

AVENANT DU 1^{ER} JUILLET 2005
RELATIF AUX MESURES SALARIALES, À LA RÉVISION DE LA GRILLE DES
SALAIRES (AVENANT N° 12) ET À L'INDEMNITÉ D'ÉLOIGNEMENT (AVE-
NANT N° 13)

NOR : ASET0550942M
IDCC : 1014

PRÉAMBULE

Dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire prévue aux articles L. 132-27 et suivants du code du travail, 4 réunions se sont tenues, respectivement les 13 avril, 27 mai, 17 juin et 1^{er} juillet 2005, entre les organisations syndicales de salariés et les entreprises signataires, ou adhérentes, de la convention collective inter-entreprises du 1^{er} juin 1979.

A l'issue de la dernière commission paritaire, les parties signataires ont convenu des dispositions suivantes, qui visent à la fois à maintenir le pouvoir d'achat de tous les salariés et à prendre en compte les rémunérations les moins élevées, tout en limitant le tassement de la hiérarchie des salaires.

Article 1^{er}

Augmentation de la valeur du point

La valeur du point est augmentée de 1,8 % à effet du 1^{er} janvier 2005.

En conséquence, la valeur du point est portée à cette date à 5,6724 €.

Les rappels correspondants pour les salariés présents à la date de signature du présent protocole seront effectués sur la paie de juillet 2005.

Article 2

Attribution d'un point d'indice supplémentaire

Dans le cadre des mesures salariales 2005, les salariés entrant dans le champ d'application de la convention collective inter-entreprises du 1^{er} juin 1979 et présents à la date de signature du présent protocole bénéficieront, à effet du 1^{er} juillet 2005, d'une revalorisation de leur indice d'un point.

Article 3

Révision de la grille de salaires

Le pied d'échelle 5 est porté de 214 à 215 points.

Le pied d'échelle 6 est porté de 221 à 222 points.

Le pied d'échelle 7 est porté de 230 à 231 points.

Ces dispositions, qui prennent effet au 1^{er} juillet 2005, valent avenant à la convention collective inter-entreprises du 1^{er} juin 1979.

En conséquence, le tableau joint en annexe I au présent protocole d'accord constitue la nouvelle annexe II de la convention collective précitée.

Article 4

Indemnité d'éloignement

L'évolution de l'indicateur de référence aurait conduit à une diminution de cette indemnité de - 0,2 %.

Toutefois, compte tenu de l'évolution du prix des carburants, il a été convenu d'augmenter les tranches journalières de respectivement + 6,5 %, + 2,4 %, + 7,0 % et + 5,9 %.

Ainsi, les nouveaux barèmes relatifs à cette indemnité d'éloignement, exprimés en euros, sont les suivants :

(En euros.)

| TRANCHES | PAR MOIS | PAR JOUR |
|----------------------------------|----------|----------|
| Tranche 1 (2 à 5 kilomètres) | 18,53 | 1,00 |
| Tranche 2 (+ 5 à 10 kilomètres) | 36,68 | 1,90 |
| Tranche 3 (+ 10 à 15 kilomètres) | 54,65 | 2,85 |
| Tranche 4 (+ 15 kilomètres) | 60,64 | 3,25 |

Par ailleurs, il est créé une 5^e tranche journalière (+ 20 kilomètres) dont le montant est le suivant : 3,60 €.

Ces dispositions prennent effet au 1^{er} juillet 2005.

La création d'une 5^e tranche journalière conduit à modifier l'article 41 de la convention collective du 1^{er} juin 1979.

La rédaction intégrale de cet article, après révision, figure en annexe II du présent accord.

Article 5

Rendez-vous

Dans le cas où les éléments de contexte économique pris en considération à l'occasion de la présente négociation viendraient à connaître des évolutions significatives au cours de l'année 2005, les parties signataires du présent accord conviennent de se rencontrer dans le courant du 1^{er} trimestre 2006, afin d'examiner l'adéquation entre les mesures prévues par le présent accord et les éléments de contexte précités.

Article 6

Adhésion

Toutes organisations syndicales signataires ou adhérentes de la convention collective inter-entreprises et non signataires du présent accord pourront y adhérer conformément aux dispositions de l'article L. 132-9 du code du travail.

Article 7

Dépôt

Conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail, le présent accord sera déposé en 5 exemplaires à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris, et en 1 exemplaire au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

APRR ;

ASF ;

ATMB ;

Escota ;

Sanef ;

SAPN.

Syndicats de salariés :

CFDT ;
CFTC ;
CFE-CGC ;
CGT-FO ;
CNSF ;
FAT/UNSA.

ANNEXE I

Au protocole d'accord du 17 juin 2005

Nouveaux pieds d'échelle à compter du 1^{er} juillet 2005

(Annexe II de la convention collective inter-SEMCA du 1^{er} juin 1979)

| CATEGORIE | ÉCHELLE | PIED D'ÉCHELLE |
|-----------|---------|----------------|
| Exécution | 5 | 215 |
| | 6 | 222 |
| | 7 | 231 |
| Maîtrise | 8 | 240 |
| | 9 A | 250 |
| | 9 B | 280 |
| | 9 C | 320 |
| Cadres | 10 | 400 |
| | 11 | 450 |
| | 12 | 500 |
| | 13 | 550 |
| | 14 | 600 |
| | 15 | 660 |
| | 16 | 720 |

ANNEXE II

Au protocole d'accord du 17 juin 2005

(Article 41 de la convention collective inter-SEMCA du 1^{er} juin 1979)

Les salariés dont le domicile n'est pas situé à proximité de leur lieu de travail perçoivent une prime d'éloignement payable mensuellement en fonction de leur jour de présence et de la distance qu'ils ont à parcourir, selon le barème ci-après (valeurs exprimées en euros au 1^{er} juillet 2005) :

(En euros.)

| TRANCHES | PAR MOIS | PAR JOUR |
|----------------------------------|----------|----------|
| Tranche 1 (2 à 5 kilomètres) | 18,53 | 1,00 |
| Tranche 2 (+ 5 à 10 kilomètres) | 36,68 | 1,90 |
| Tranche 3 (+ 10 à 15 kilomètres) | 54,65 | 2,85 |
| Tranche 4 (+ 15 kilomètres) | 60,64 | 3,25 |
| Tranche 5 (+ 20 kilomètres) | | 3,60 |

Ces montants seront actualisés au 1^{er} mars de chaque année en fonction de l'évolution de l'indemnité kilométrique fiscale telle que donnée pour un véhicule 5 CV et pour 5 000 kilomètres/an.

Le bénéfice de l'indemnité est exclu pour les salariés travaillant en Ile-de-France et pouvant utiliser les transports en commun, ainsi que dans tous les cas où l'agent bénéficie d'un autre mode de prise en charge, notamment en cas de mise à disposition d'un véhicule de fonction.